

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le [cf. Date de signature]

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAISON MENISSEZ SA**

Z.I. de Gréveaux les Guides  
59750 DOUZIES FEIGNIES

Références : 2023-V1-249  
Code AIOT : 0007001955

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2023 dans l'établissement MAISON MENISSEZ SA implanté Z.I. de Gréveaux les Guides 59750 Feignies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAISON MENISSEZ SA
- Z.I. de Gréveaux les Guides 59750 Feignies
- Code AIOT : 0007001955
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé à exploiter par arrêté préfectoral du 12 novembre 1998 modifié notamment les rubriques principales suivantes soumises à autorisation :

- fabrication de pains, baguettes précuites sous vide pour une capacité de produits entrants de

268,75 t/j (rubrique n°2220),

- emploi d'ammoniac (rubrique 1136 devenue 4735).

Le site est autorisé pour 15 lignes de production de fabrication industrielle :

- 6 lignes de pain précuit sous vide,
- 8 lignes de pain précuit surgelé,
- 1 ligne de pain ciabatta.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention de la légionellose,
- suites de la visite du 10 mars 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rétention	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22 I	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours
3	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Modalités de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b(al.4)	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours
7	Entretien préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Susceptible de suites	Sans objet
4	plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c	Sans suite (observation)	Sans objet
5	Fréquence des prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3a	Susceptible de suites	Sans objet
9	Ouvrages de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 29	Sans suite (observation)	Sans objet
10	Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60	Susceptible de suites	Sans objet
11	Rubrique 1185	Décret du 22/11/2018	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats du prélèvement inopiné le 24 mai 2023 pour les tours 6, 7 et 11 sont inférieurs à 100 UFC/L en *Legionella pneumophila*.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;  
50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

#### **Constats :**

##### **Constats du 10 mars 2023 :**

Les produits liquides observés dans le local adoucisseur où sont stockés les produits de traitement des TAR 6, 7 et 11 étaient sur rétention.

Observation n° 1: Néanmoins, l'exploitant justifiera sous 8 jours que la rétention du produit CS 3002 est d'un volume suffisant.

La zone carrier contient de l'ordre de 20 à 30 bidons de produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sans rétention.

Fait susceptible de suite n° 1 : Des produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont pas associés à des rétentions. Ceux-ci seront mis sans délai sur rétention.

##### **Constats du 24 mai 2023 :**

Par courriel du 9 juin 2023, l'exploitant a indiqué que les fûts ont été mis sur rétention.

Il a également précisé que les produits de traitement des tours 6, 7 et 11 sont sur une rétention qui mesure 120 cm x 80 cm x 26 cm, soit 250 l de disponible, pour 2 fûts de 200l. Il précise que cela est conforme à la réglementation.

Dans le local d'accès aux tours 6 et 7, un bidon de 200 l de **MOBIL GARGOYLE ARTIC SHC™ 226E** sur un chariot n'était pas sur rétention.





Dans le local adoucisseur des tours 6, 7 et 11, un bidon de 200 l de CS 1003 +MB et un bidon de 200 l de CS 3200 étaient associés à une même rétention de 250 litres (données de l'exploitant), **ce qui n'est pas suffisant** car en dessous de 800 l, le volume doit être égal à la capacité totale des contenants. De plus, **cette rétention était remplie de liquide à hauteur d'un tiers, voir la moitié de son volume.**

Différents stockages de produits liquides sont présents en extérieur à proximité des quais de chargement/déchargement. **Ces rétentions sont toutes en partie remplies de liquide.** Les rétentions orange ont un volume de 1100 l (donnée présente sur l'étiquette de la rétention).

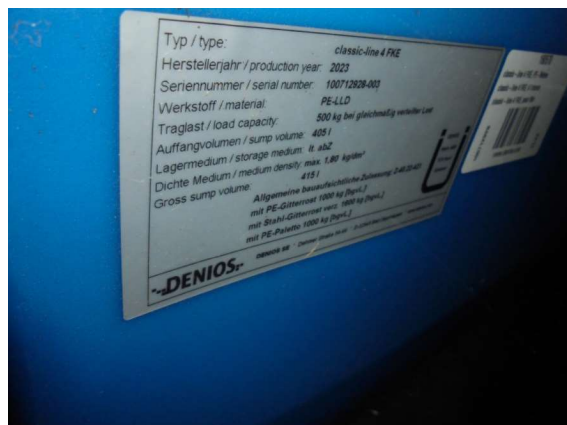
Sur la photographie suivante, un bidon de 200 l est à cheval sur deux rétentions. **Aucun stockage ne doit être à cheval, ni dépasser d'une rétention.** Un cubitainer de 1000 l et un bidon de 200 litres sont sur une rétention de 1100 l en partie remplie d'un liquide. Le besoin pour ce stockage est 1000 l. Or, au vu du remplissage partiel par un liquide, on peut constater que **le volume requis n'est pas disponible.**



D'autres cubitainers sont stockés sur des rétentions métalliques en grande partie remplie de liquide.

**Observation n° 1 : Le volume de ces rétentions métalliques est à fournir. Au vu des stockages, le volume disponible est à justifier sous 15 jours.**

Dans la zone carrier, les différents fûts ont été mis sur rétention par rapport à la visite du 10 mars 2023.



Sur une partie de la zone carrier, les fûts/bidons sont stockés sur 2 niveaux.

Une rétention de 415 l contient 4 fûts/bidons sur un étage et 4 fûts/bidons sur un autre niveau, soit 8 fûts/bidons de 200 l. Au vu du volume stocké, le besoin du volume de rétention est 800 l. **Le volume de la rétention n'est pas suffisant.**

Sur une autre partie de la zone carrier, les fûts sont stockés sur un seul niveau.

Une rétention de 415 l contient 4 fûts de 200l. Au vu du volume stocké, le besoin du volume de rétention est 800 l. **Le volume de rétention n'est pas suffisant.**



**Fait avec suite n° 1 : Les produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne disposent pas de rétention d'un volume suffisant. Certains ne sont pas associés à des rétentions.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 8 jours

## N° 2 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation.</p> <p>Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li><li>— les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li><li>— les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</li></ul> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;</li><li>— la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;</li><li>— les attestations de formation de ces personnes.</li></ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>  <b><u>Constats du 10 mars 2023 :</u></b>  Le responsable de l'installation a changé depuis la dernière visite du 8 juin 2021. Une lettre de désignation datée du 26 juillet 2021 précise le nom du responsable des tours.



La formation du responsable de l'installation a été vérifiée.

Une attestation de la société SOCOTEC du 30 juin 2020 a été établie pour une formation « sensibilisation au risque légionelle » suivie par le responsable de l'installation le 4 octobre 2019 pour une durée de 3,5 heures.

Le programme de cette formation n'a pas été tenu à la disposition de l'Inspection.

Fait susceptible de suite n° 2 : L'exploitant justifiera du programme de formation du responsable de l'installation sous un délai maximal d'un mois.

Observation n° 2 : Une simple sensibilisation semble non appropriée pour le responsable de l'installation.

L'adjoint au responsable des installations qui gère également les TAR, est arrivé en février 2022. Il dispose d'une attestation de formation de BWT du 24 janvier 2023 pour une formation du 24 novembre 2022 pour une durée de 7 heures.

Le programme de cette formation a été tenu à la disposition de l'Inspection. Il respecte le contenu demandé.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection le plan de formation 2023.

Il contient :

- les modalités de formation, fonctions des personnes visées, descriptif des différents modules, durée et fréquence,
- la liste de l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation, leurs fonctions, le type de formations suivies, les dates de la dernière formation et de la prochaine formation,
- les dates de formation et leur échéance.

Les attestations de formation n'ont pas été vérifiées sauf celle du responsable de l'installation et de son adjoint.

#### **Constats du 24 mai 2023 :**

Par courriel du 9 juin 2023, l'exploitant a fourni à l'Inspection le programme de formation du module 1 sensibilisation au risque légionelle suivi par le responsable de l'installation.

Après lecture du programme de formation fourni, le module 1 sensibilisation au risque légionelle dispensé par SOCOTEC est insuffisant pour la fonction de responsable de l'installation. Sur le catalogue SOCOTEC, les formations requises pour cette fonction sont :

- module 2 : maîtrise de la gestion du risque de prolifération des légionelles,
- module 3 : analyse des risques de prolifération des légionelles et surveillance des installations.

Aussi, le responsable de l'installation doit procéder à un complément de formation dans les meilleurs délais.

**Au jour de la visite, le responsable de l'installation ne dispose pas de la formation requise à sa fonction.**

Par courriel du 9 juin 2023, l'exploitant a informé l'Inspection que le responsable de l'installation avait changé. Cette nouvelle personne a suivi le module 1 de la formation SOCOTEC et une formation BWT en novembre 2022. Une attestation du 24 janvier 2023 de BWT précise le contenu de cette formation de novembre 2022. Cette formation est suffisante pour la fonction de responsable de l'installation.

**Observation n° 2 : L'exploitant fournira la lettre de mission du nouveau responsable par retour de courrier.**

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li> <li>— les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li> <li>— les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li> <li>— les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.</li> </ul> <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;</li> <li>— un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;</li> <li>— les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.</li> </ul> <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an,</p>

l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

##### **Constats du 10 mars 2023 :**

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les AMR des différentes tours.

Les dernières AMR datent du 20 février 2023.

Les deux dernières versions dataient du 5 février 2021 et 19 mai 2022.

Les dernières AMR datent de moins d'un an.

Les commentaires suivants sont valables pour toutes les AMR.

Au vu des facteurs de risques indiqués dans l'AMR, l'inspection considère que les éléments suivants n'ont pas été analysés :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement,
- les points critiques liés à la conception ou l'implantation de ses tours, les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configuration hydrauliques (fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrage, interventions relatives à la maintenance ou entretien, changements dans le mode d'exploitation, incidents),
- les éventuels bras morts et leur criticité, évaluée en fonction notamment de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent,
- la dégradation de la qualité de l'eau dans le circuit d'eau d'appoint.

Fait susceptible de suite n° 3 : Certains éléments n'ont pas été pris en compte dans le cadre de l'élaboration de l'AMR. Les AMR des différentes TAR doivent être complétées sous un délai maximal de 1 mois.

##### **Constats du 24 mai 2023 :**

Lors de la visite, aucune mise à jour d'AMR n'avait été réalisée depuis la visite du 10 mars 2023.

Par courriel du 9 juin 2023, l'exploitant a fourni une mise à jour d'AMR pour les tours 6, 7 et 11 datée du 26 mai 2023.

Fait avec suite n° 2 : Les points suivants ne sont pas être mentionnés ou étudiés dans l'AMR des différentes tours :

- les points critiques liés à la conception ou l'implantation de ses tours,

- la dégradation de la qualité de l'eau dans le circuit d'eau d'appoint.

Les AMR des différentes TAR doivent être complétées sous un délai maximal de 3 mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien préventif et surveillance de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Sans suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.
<b>Constats :</b>  <u><b>Constats du 10 mars 2023 :</b></u>  En 2022 et 2023, un seul arrêt prolongé a eu lieu sur la tour 6 depuis le 3 octobre 2022. Cette tour est toujours à l'arrêt au jour de l'inspection.  <u><b>Constats du 24 mai 2023 :</b></u>  La tour 6 a redémarré le 4 avril 2023 à 8h et un prélèvement a eu lieu le 7 avril 2023 à 11h30. Le délai entre 48 h et une semaine après le redémarrage est donc respecté.  La tour 7 a redémarré le lundi 22/5 à 8h et un prélèvement a eu lieu le 25 mai 2023 à 8h10. Le délai entre 48 h et une semaine après le redémarrage est donc respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Fréquence des prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nettoyage préventif de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

- lors de la visite d'inspection du 10/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre
- date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2023

#### **Prescription contrôlée :**

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées.

Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

#### **Constats :**

##### **Constats du 10 mars 2023 :**

La vérification a porté sur la période de juin 2021 à janvier 2023, date de la dernière déclaration effectuée dans GIDAF au jour de la visite.

La fréquence mensuelle de mesure est respectée en dehors des mois où un arrêt partiel de tour est effectif.

Pour les mois où l'arrêt de la tour était partiel, un prélèvement doit néanmoins être réalisé. La tour 6 a été arrêtée le 3 octobre 2022 et aucun prélèvement n'a été réalisé au cours de ce mois sur cette tour.

Aussi, l'exploitant n'a pas respecté la fréquence de mesure pour le mois d'octobre 2022 pour la tour n°6.

Fait susceptible de suite n° 5 : La fréquence de mesure n'est pas respectée.

##### **Constats du 24 mai 2023 :**

Le contrôle a porté sur les mois de février 2023 à mai 2023.

La tour 7 a été arrêtée le 30 mars 2023. Une mesure avait eu lieu le 20 mars 2023. Celle-ci a redémarré le 22 mai 2023 et a fait l'objet d'un prélèvement le 25 mai 2023.

La tour 6 a redémarré le 4 avril 2023. Une mesure a été réalisée le 7 avril 2023. La fréquence mensuelle de mesure est respectée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Modalités de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b(al.4)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.
<b>Constats :</b>  <b><u>Constats du 10 mars 2023 :</u></b>  L'exploitant réalise un choc biocide chaque dimanche à 7h pendant une durée de 15 minutes (BWT CS-3002). Le délai des 48 h a été vérifié sur toute l'année 2022 jusqu'à janvier 2023, d'après GIDAF. Tous les prélèvements ont eu lieu des mardis en 2022 et un jeudi en 2023. Les rapports d'analyse n'ont pas été observés lors de la visite. <u>Fait susceptible de suite n° 6 : L'exploitant justifiera que les prélèvements réalisés en 2022 ont été réalisés après 7h15 sous un délai maximal d'un mois.</u>  <b><u>Constats du 24 mai 2023 :</u></b>  Par courriel du 9 juin 2023, l'exploitant a indiqué tous les horaires de prélèvements. Le délai de 48 heures est respecté après un choc ponctuel biocide.  Le délai des 48 h a été vérifié du mois de février 2023 au mois d'avril 2023, date de la dernière déclaration sur l'application GIDAF au jour de la visite. <b><u>Le prélèvement du mois de mars 2023 a eu lieu le lundi 20 mars, soit moins de 48 heures après l'injection de biocide (dimanche 19 mars à 7h).</u></b>  <b><u>Fait avec suite n° 3 : Le délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection ponctuelle de biocide avant le prélèvement d'un échantillon n'est pas respecté pour le mois de mars 2023.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours

## N° 7 : Entretien préventif de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>b) Traitement préventif</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>[...]</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre</p>

l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.

[...]

#### **Constats :**

##### **Constats du 10 mars 2023 :**

Dans sa stratégie de traitement pour toutes les tours du site, l'exploitant utilise les produits suivants :

- un anti-tarte, anti-corrosion BWT CS-1003 MB+,
- un biocide Eco Mx nano, efficace contre le biofilm (attestation BWT),
- le produit BWT CS-3002, biocide et efficace contre les biofilms (attestation BWT).

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection la stratégie de traitement des tours 10 et 12 datant de janvier 2022.

Cette stratégie de traitement contient :

- la description de la stratégie de traitement,
- la justification du choix des produits de traitement utilisés,
- leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence et quantités).

Elle ne contient pas la justification du choix des produits de traitement au regard des éléments relatifs suivants :

- des paramètres de l'installation (matériaux, volume)
- des conditions d'exploitation
- des caractéristiques physico-chimiques de l'eau à traiter (qualité de l'eau d'appoint, température, pH)(uniquement le pH).

Un document de BWT de janvier 2022 atteste de la compatibilité des produits de traitement entre eux et indique les produits de décomposition du produit CS-3002 (bromures et CO<sub>2</sub>). Les produits de décomposition des produits EcoMX nano et CS-1003 MBT ne sont pas indiqués.

Fait susceptible de suite n° 4 : La fiche de stratégie de traitement n'est pas complète. Celle-ci devra être complétée sous un délai maximal de 1 mois.

##### **Constats du 24 mai 2023 :**

Lors de la visite, la fiche de stratégie de traitement n'avait pas été mise à jour.

Par courriel du 9 juin 2023, l'exploitant a précisé que son prestataire, BWT, gérant les tours a fourni les documents suivants qui accompagnent la fiche de stratégie de traitement :

- la justification du traitement et la compatibilité des matériaux,
- la décomposition du CS 3002 et Exo Mx nano.

Il a également indiqué que le CS 1003+MB est un anticorrosion et non un biocide et BWT ne souhaite pas fournir la décomposition puisque ce n'est pas obligatoire.



<p>Le texte prescrit: "<i>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</i>" Il n'est aucunement précisé que seuls les produits de décomposition des biocides doivent faire l'objet d'une information, mais tous les produits de traitement.</p> <p>Dans le fichier "2023 Justification traitement et compatibilité matériaux" de mars 2023, BWT indique la justification du traitement et la compatibilité des produits avec les matériaux des tours. Dans le fichier "2023 décompo bio CS 3002-Eco MX" de mars 2023, BWT précise les produits de décomposition des produits de traitement CS 3002 et ECO Mx.</p> <p>Les produits de décomposition du produit CS-3002 sont les bromures et le CO<sub>2</sub>. Pour le CO<sub>2</sub>, il est indiqué qu'il est sous forme gazeuse et donc dissipé dans l'atmosphère en quantité très négligeable dans ce cadre il ne peut être quantifié dans les analyses de rejet puisqu'il ne reste pas sous forme soluble dans l'eau.</p> <p>Les produits de décomposition du produit Eco Mx sont les chlorures.</p> <p><b><u>Les produits de décomposition du produit CS-1003 MBT ne sont pas fournis.</u></b>  <b><u>Les valeurs de concentration auxquelles ils sont rejetés ne sont pas fournies.</u></b></p> <p><b><u>Fait avec suite n° 4 : La fiche de stratégie de traitement n'est pas complète.</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Ouvrages de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de prélèvements
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Sans suite</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0. en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé de manière hebdomadaire si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, de manière mensuelle si ce débit est inférieur.</p> <p>Ces résultats sont portés sur le carnet de suivi de l'installation.</p>

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être pollué.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18.

#### **Constats :**

##### **Constats du 10 mars 2023 :**

Pour les tours 6, 7 et 11, l'Inspection n'a vu que le compteur général dans le local adoucisseur. Au vu des conditions climatiques le jour de la visite et la présence des compteurs en toiture, l'Inspection n'a pas vérifié leur présence.

Observation n° 5 : L'exploitant justifiera la présence d'un compteur pour les tours 6, 7 et 11 sous un délai maximal d'un mois.

Observation n° 6 : L'exploitant justifiera la présence d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être pollué sur chaque compteur sous un délai maximal d'un mois.

##### **Constats du 24 mai 2023 :**

Par courriel du 9 juin 2023, l'exploitant a fourni une photographie des compteurs.

Les compteurs des tours 6, 7 et 11 ont été observés.



Compteur de la tour 6



Compteur de la tour 7



Compteur de la tour 11

Par courriel du 9 juin 2023, l'exploitant a fourni des photographies des clapets anti-retour.

Dans le local adoucisseurs, l'Inspection a observé que les deux adoucisseurs alimentant les tours 7, 8 et 11 sont équipés de clapets anti-retour



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 10 :** Emissions dans l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquence de mesure

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre
- date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2023

**Prescription contrôlée :**

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les paramètres énumérés ci-après.

Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

<b>DÉBIT JOURNALIER</b>	<b>MENSUELLE</b> (mesuré ou estimé à partir des consommations)
Température	Annuelle
PH	Annuelle
DCO (sur effluent non décanté)	Trimestrielle
Phosphore	Annuelle
Matières en suspension totales	Annuelle
Composés organiques halogénés (en AOX)	Trimestrielle
Arsenic et composés (en As)	Annuelle
Fer et composés (en Fe)	Annuelle

Cuivre et composés (en Cu)	Annuelle
Nickel et composés (en Ni)	Annuelle
Plomb et composés (en Pb)	Annuelle
Zinc et composés (en Zn)	Annuelle
THM	Trimestrielle
Chlorures	Trimestrielle
Bromures	Trimestrielle

En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point I-2 b de l'article 26 du présent arrêté.

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

##### **Constats du 10 mars 2023 :**

L'exploitant a réalisé un prélèvement et une analyse de l'eau de rejet des tours 6, 7 et 11 les 15/03/2022, 14/06/2022, 13/09/2022 et 13/12/2022.

Les paramètres DCO, AOX, Br, Cl et THM ont été mesurés lors des 4 mesures. La dernière mesure des paramètres DCO, AOX, Br, Cl et THM date de moins de 3 mois au jour de la visite.

Les paramètres P, Fe, Pb, Ni, As, Cu, Zn, THM ont été mesurés lors du prélèvement du 14/06/2022. Cette dernière mesure date de moins d'un an.

Les analyses sont réalisées par CERECO à Lieu-Saint-Amand. Ce laboratoire figure bien sur la liste des laboratoires agréés (Centre de Recherche et de Conseil CERECO Laboratoire à Lieu-Saint-Amand).

Les produits de décomposition du produit CS-3002 sont les bromures et le CO<sub>2</sub>. Les produits de décomposition des autres produits de traitement utilisés ne sont pas connus.

Les bromures sont mesurés car font partie des mesures à réaliser à une fréquence trimestrielle. De plus, l'exploitant n'a pas défini les modalités de caractérisation du CO<sub>2</sub> et la fréquence de mesure concernant les produits de décomposition.

Fait susceptible de suite n°8 : L'exploitant doit définir les modalités de caractérisation du CO<sub>2</sub> et des autres produits de décomposition et de fréquence de mesure et les appliquer.

**Constats du 24 mai 2023 :**

Par courriel du 9 juin 2023, l'exploitant a indiqué que pour les produits de décomposition, concernant les ions Bromure Br<sup>-</sup> et Chlorure Cl<sup>-</sup>, les taux sont analysés périodiquement lors des contrôles périodiques obligatoires (car ces paramètres devaient déjà être mesurés); pour le CO<sub>2</sub>, ce dernier est sous forme gazeuse et donc dissipé dans l'atmosphère en quantité très négligeable et dans ce cadre, il ne peut être quantifié dans les analyses de rejet puisqu'il ne reste pas sous forme soluble dans l'eau.

L'exploitant précise que la fréquence de mesure des produits de décomposition sera trimestrielle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

N° 11 : Rubrique 1185

**Référence réglementaire :** Décret du 22/11/2018

**Thème(s) :** Situation administrative, nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Décret créant la rubrique 1185 :

Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)

1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.

Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :

- a) Supérieure à 800 l (A)
- b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)

2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :

a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)

b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)

3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :

1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :

- a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)
- b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)

2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)

**Constats :**

Dans la zone carrier, étaient stockées des bouteilles de fluides frigorigènes :

- une bouteille de R 449 a de 27,6 kg,
- une bouteille de R 449 a de 6,95 kg,
- 10 bouteilles de R 434 a de 53 kg.



La composition du R 449a est R32/R125/R1234yf/R134a avec la repartition suivante (24,3/24,7/25,3/25,7).

Le R 449a est un HFC. Son pouvoir de réchauffement global est 1397.

La composition du R 434a est HFC 125, HFC 134a, HFC R143 a et R 600a avec la repartition suivante (63,2/16/18/2,8).

Le R 434a est un HFC. Son pouvoir de réchauffement global est 3238.

Les fluides R 449 a et R 343 a contiennent des fluides listés a l'annexe I du règlement n°517/2014 relatif aux gaz a effet de serre fluorés. Aussi, ils relèvent de la rubrique 1185-3 pour le stockage.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que ces fluides n'étaient pas utilisés.

Dans la zone carrier, l'exploitant stocke 564,55 kg de fluides. Le seuil de la rubrique 1185-3-1 étant 1 tonne, le site est non classé pour ce stockage.

**Observation n° 3 : L'exploitant confirmera que ces fluides ne sont pas utilisés sur le site par retour de courrier.**

**S'ils sont utilisés, il convient d'indiquer dans quels types d'installations et la quantité de fluide présente dans chaque installation.**

**L'Inspection rappelle à l'exploitant que l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus, est interdite. Des dispositions transitoires existent cependant.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet